PALESTINE – SOLIDARITÉ
http://www.palestine-solidarite.org

Journal de Syrie

N° 10 du 11 au 28.08.2011

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal de Syrie" est visible sur les blogs :
http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/
http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/
b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com
c) sur le site de Robert Bibeau : http://www.robertbibeau.ca/palestine.html
d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_syriens.htm
NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire de la lutte pour la libération du territoire.

Tiré à part
Chems Eddine Chitour: « Les pays occidentaux veulent changer la carte du Moyen-Orient et la rendre favorable à Israël ».
Qui au Moyen Orient Profiterait De la Chute D'Assad ? Israël.
Guy Delorme : Israël : Si tu ne veux pas la paix, prépare ouvertement la guerre !
Paroles & action du président Bachar al-Assad
El Assad met en garde contre toute action militaire contre la Syrie.
Al-Assad : La Syrie est un obstacle pour l'Occident dans la région !
Résistance
Raghda Bittar : Journal libanais: La Syrie est la cible d'un complot extérieur visant sa sécurité et sa stabilité.
La Syrie a cessé depuis mardi toute transaction en dollars au profit de l'euro.
1 Lutte pour la libération du territoire
La Syrie dément le bombardement maritime de Lattaquié.
2 Politique Syrienne
Sur le terrain
Les grandes manœuvres
3 Politique US
Clinton
Les États-Unis adoptent une approche de « puissance intelligente » sur la Libye et la Syrie.
Des Canons ... pas du beurre
Les USA appellent Moscou à stopper les fournitures d'armes à la Syrie.
Les grandes manœuvres
Louis Denghien : l'ambassadeur américain obligé d'écourter son ingérence
4 Pays Arabes & voisins
Iran
Turquie
5 Les institutions
ONU
Damas invite l'ONU à envoyer une délégation d'inspection en Syrie. .
6 Europe
1 France
7 Les réactions dans le monde
Russie
Des forces étrangères assurent l'arme et l'argent aux soi-disant manifestants pacifiques en Syrie..
Sologobovski: L'opposition extrémiste en Syrie cherche à réaliser sa démocratie présumée par des moyens pas du tout démocratiques.

Tiré à part

Chems Eddine Chitour: « Les pays occidentaux veulent changer la carte du Moyen-Orient et la rendre favorable à Israël ».

Le professeur Chems Eddine Chitour développe dans cet entretien une analyse sur la situation en Syrie, un pays qui fait l'objet d'un véritable «complot» mené par les Etats-Unis d'Amérique, la France et leurs alliés dans la région du Moyen-Orient, à savoir les rois des pays du Golfe.

Selon le politologue, le peuple syrien doit parvenir à un changement politique pacifique, légal et endogène. Quant aux réactions des pays du Golfe et de la Ligue arabe, le professeur relativise cette «pression» en estimant quelle est orchestrée par les pays occidentaux qui contrôlent les pays du Moyen-Orient.

Le Temps d'Algérie : Comment analysez-vous la situation en Syrie. S'achemine-t-on vers le scénario libyen avec cette campagne de pression sur le président Al Assad ?

Chems Eddine Chitour : La situation en Syrie est différente de celle en Libye. La Syrie se trouve à proximité d'Israël. Pendant longtemps, les pays de l'Occident ont laissé faire les choses et ne voulaient pas perturber l'équilibre actuel. De plus, il faut savoir qu'en Syrie, il existe un Etat, des institutions et un parti structuré.

Ce qui n'est pas comparable avec la Libye, qui est une République populaire dont le pouvoir est dilué entre les différentes tribus et organisations de masse. En Syrie, il y a un gouvernement qui continue ses activités de manière normale. Il ne faut pas croire à ce que disent les chaînes d'information et les journaux. La vie suit son court.

C'est vrai qu'il y a des manifestations dans certaines villes et que l'armée est intervenue. Mais ce que les médias occidentaux ne disent pas, c'est qu'il y a une rébellion à l'intérieur qui profite du contexte des appels pour le changement de régime pour agir. C'est vrai aussi que le parti politique Baâth a régné sur le pays depuis plus de 50 ans. Le problème ne se situe pas là.

Cependant, il faut reconnaître que l'information qui parvient sur la Syrie est injuste. On ne donne pas toute l'information. On préfère diffuser des vidéos amateurs et on exagère pour dire qu'il y a des milliers de morts en Syrie. Depuis 5 mois du début des tensions, on parle de 2000 morts, dont près de 400 sont des éléments de sécurité.

C'est une guerre entre les forces armées syriennes et c'est que le pouvoir appelle les «contre révolutionnaires» et «hors-la loi».

Ceci dit, la position de Bachar Al Assad a changé complètement depuis le début des troubles. Il y a eu beaucoup de choses qui ont été annoncées et l'Occident ne tient pas compte et ne veut plus de Bachar Al Assad.

Le président syrien a annoncé des élections. Pourquoi l'Occident ne l'aide pas à les organiser dans la transparence. Les «révolutionnaires» veulent que le président syrien parte, mais il faut que cela se fasse de manière légale. C'est-à-dire par l'organisation des élections. Sans les élections, le changement sera fait par un coup d'Etat.

Des questions subsistent quant au poids de cette opposition qui a été d'ailleurs invitée par Bachar Al Assad au dialogue. Et comme cette opposition est inféodée à l'Occident et reçoit des instructions, elle ne peut répondre à cet appel. Les Etats-Unis d'Amérique ont tout fait pour phagocyter les tentatives de réconciliation entre les Syriens.

Tout le monde est d'accord qu'il faudrait qu'il y ait de l'alternance au pouvoir et l'ouverture. Mais on se méfait encore de l'Occident surtout avec ce qui se passe actuellement en Libye. C'est tragique et inimaginable. D'où d'ailleurs la décision de la Russie et de la Chine de ne pas cautionner les décisions du Conseil de sécurité sur la Syrie.

La Russie et la Chine ont été échaudées par ce qui s'est passé en Libye. Ils ont décidé de bloquer toute résolution contre la Syrie. Ils savent que la Syrie est confrontée à une contre révolution armée. La Syrie est dans son droit de se défendre contre des groupes qui veulent semer la terreur. Si l'Occident était de bonne foi, il accompagnerait Bachar Al Assad dans son programme de réformes, les élections, le multipartisme...

Que veulent justement les pays de l'Occident ?

Ils veulent changer la carte du Moyen-Orient pour la rendre favorable à Israël. Il faut savoir qu'Israël est en train de construire un mur dans le Golan, comme celui de la bande de Ghaza. Cela veut dire que c'est une annexion définitive des territoires syriens. Et justement, aucune personne ne s'intéresse à cette question. Il y a derrière tout cela une volonté occidentale de réorganiser les peuples faibles, surtout du monde arabe.

C'est ce que font d'ailleurs les rois des pays du Golfe qui ont exécuté les ordres des Etats-Unis d'Amérique en rappelant leurs ambassadeurs de la Syrie. Et dans ce contexte, il faut le dire et le souligner avec force, il n'y a plus de Ligue arabe. Dans ces conditions, ils sont en train de recomposer le plan de l'ex-président américain Bush pour le Grand Moyen-Orient.

Pourquoi il y a eu cette pression des pays du Golfe sur la Syrie, alors qu'on avait assisté à l'intervention des forces armées saoudiennes pour mater les manifestants pacifiques du Bahreïn et enfreindre la souveraineté d'un Etat qui est censé pourtant protéger ses concitoyens ?

Justement, au Bahreïn, le pouvoir est illégitime et les Saoudiens le savent très bien. Plus de 80% de la population est de confession chiite. Les Américains et les Saoudiens ne veulent pas de révolution dans ce pays.

L'Arabie Saoudite a envoyé donc ses chars pour tuer les manifestants pacifiques, parce qu'elle a peur que les chiites saoudiens se soulèvent. Le nord-est de l'Arabie Saoudite est de confession chiite. Et tout cela va renforcer évidemment le peuple iranien qui est chiite.

Il ne faut pas aussi oublier que la plus grande base militaire américaine se trouve au Bahreïn, dont la superficie est presque l'équivalent de la commune d'El Harrach à Alger. Imaginez donc une révolution qui va se produire à trois kilomètres de la base américaine. Il faut absolument écraser le peuple du Bahreïn. Nous avons vu des images effroyables sur les hôpitaux bahreïnis.

On a tué des malades manifestants. Sur ce plan, c'est le black-out total. Les deux pays (Bahreïn et Arabie Saoudite) ont reçu des ordres des Etats-Unis d'Amérique de maintenir le statu quo. Quant à la Syrie, il reste le seul pays de la région à s'opposer à Israël.
L'Occident ne veut pas de ce régime syrien. Il veut un Etat docile. Pour atteindre cet objectif, il a décidé de déstabiliser la Syrie. Mais j'insiste pour dire qu'il ne faudrait jamais écouter et croire à ce que disent les médias occidentaux et les journaux officiels américains ou français. Tout simplement, on ne fait pas la part des choses pour donner à tout le monde le droit de s'exprimer sur les problèmes.
Il existe des sites alternatifs animés par des journalistes occidentaux qui donnent d'autres sons de cloche sur la situation en Syrie. Ces journalistes sont partis à Damas et ils ont évoqué une autre situation. Ils ont dénoncé avec des images et des écrits fondés ce que disent les journaux
et médias du pouvoir américain ou autres. Il faudrait vraiment engager une commission d'enquête impartiale pour démontrer à l'opinion internationale que la vie suit son cours normal en Syrie et que cette machine médiatique a été conçue en faveur des pouvoirs américains et européens.
Vous pensez que la position de la Syrie vis-à-vis de la question palestinienne et sa détermination à récupérer le Golan lui ont coûté cette campagne de déstabilisation ?
C'est le cas de le dire. Le peuple syrien veut récupérer absolument son Golan, à n'importe quel prix. Il y a aussi la coopération étroite existant entre la Syrie et l'Iran qui dérange beaucoup dans la région.
Est-ce que la Syrie peut résister à cette pression des pays occidentaux et ceux du Golfe ?
Pour cette question, on peut citer l'exemple libyen. Malgré l'intervention de l'Otan et les armes larguées par les Français aux rebelles, les Libyens résistent depuis 5 mois aux forces de l'ennemi. Beaucoup croyaient que l'intervention de l'Otan durera quelques jours. Mais finalement la Libye a très bien résisté. La raison est très simple. Quand les peuples sont avec leurs dirigeants, il n'y a plus lieu de craindre du tout. Dans ces conditions, les Syriens et les Libyens ont des dirigeants vraiment nationalistes qui vont aller dans la bonne direction. C'est sûr qu'il est inéluctable que les pouvoirs changeront. Mais le changement doit être endogène, voulu par le peuple. Il ne faut pas qu'il soit imposé de l'extérieur. Il faut que le peuple syrien trouve la solution par lui-même. Al Assad a fait énormément pour son pays. Il faut une alternance, mais de manière pacifique et légale. Il ne faut pas oublier que la Syrie est confrontée à une situation économique difficile. C'est malheureux parce que ce pays veut être maître de son destin, alors que les autres pays arabes du Golfe ne décident de rien.
Comment analysez-vous les démarches de la Turquie vis-à-vis de la Syrie qui de plus en plus apparaît comme un serviteur de l'Occident, particulièrement des Américains ?
La Turquie fait son intrusion dans la situation de la Syrie étant donné le problème des Kurdes qui pourrait avoir un effet sur sa stabilité.
La Turquie avait protégé les populations syriennes qui ont fuit les évènements des derniers mois. Mais il se trouve que beaucoup de familles syriennes réfugiées en Turquie ont retrouvé il y a quelques jours leurs villages et maisons après le retour de la sécurité.
Les médias occidentaux ont donné l'image que des milliers de Syriens ont fui leur pays. Or ce n'est pas vrai. La Turquie veut jouer donc un rôle dans la région. Elle ne veut pas perdre la bénédiction des Etats-Unis d'Amérique et de l'Europe.
Tout le monde attend d'ailleurs de la réunion prévue aujourd'hui (hier) entre le ministre des Affaires étrangères turque et le président Al Assad, pour mettre les choses au clair. Certainement, la position de la Turquie va être revue.
Le gouvernement de Bachar Al Assad a entrepris des réformes importantes et se dit prêt à organiser des élections libres. Dans ces conditions, je ne vois pas ce que va demander la Turquie à la Syrie. Si la Turquie veut être leader dans la région, elle doit prendre l'initiative d'organiser l'alternance. Elle peut couper l'herbe sous les pieds de tous les pays qui veulent le chaos en Syrie.
Propos recueillis par Farouk Belhabib
Professeur Chems Eddine Chitour
Ecole Nationale Polytechnique enp-edu.dz
www.letempsdz.com 2011 ©
Publié le 10 août 2011 avec l'aimable autorisation de l'auteur

---

Qui au Moyen Orient Profiterait De la Chute D'Assad ? Israël.

Bien qu'Israël ait longtemps gardé le silence sur les évènements en Syrie, désormais à Tel Aviv on se réjouit d'avance d'une possible éviction d'Assad prélude à un affaiblissement du pouvoir central syrien au profit de gouvernements régionaux sectaires s'opposant comme par le passé les uns aux autres. Une Balkanisation de la Syrie c'est ce à quoi participe en coulisses les Sionistes en soutenant les islamistes fanatiques armés par l'étranger avec l'aide de la Turquie.
Lors d'une présentation faite à l'Institut for Contemporary Affairs du Jerusalem Center for Public Affaires le 16 Juin 2011, le professeur Eyal Zisser - un expert israélien de renom sur l'histoire et la politique moderne de la Syrie du Liban et du conflit arabo israélien - préconise le renversement de Bahsar al Assad dont le régime est considéré par lui comme une menace pour Israël.
Dans un article intitulé The syrian uprising implications for Israël, Zisser - universitaire influent dans le monde politique israélien - détaille sa position dans le dernier chapitre *«A new syrian régime might be better for Israël »* c'est-à-dire expose les désidératas de Tel Aviv vis-à-vis de Damas.
Ci-dessous la traduction de ce chapitre
« Un nouveau régime syrien serait mieux pour Israël «
« Plus faible est la Syrie plus fort sera le Liban. Tout changement de régime en Syrie pourrait être un coup porté au Hezbollah

bien que le Hezbollah représente en fait un grand nombre de Shi'ites. C'est un pouvoir central shi'ite libanais profondément enraciné et authentique. Cependant, c'est l'aide de l'Iran et de la Syrie qui ont transformé le Hezbollah en pouvoir régional. Mettre hors jeu la Syrie pourrait réduire le Hezbollah à une taille plus raisonnable - pour devenir un parti libanais fort mais rien de plus.
« La Syrie a soutenu les Shi'ites au Liban mais en même temps a apporté un certain soutien aux Sunnites car la logique derrière l'intervention syrienne au Liban a toujours été : diviser pour régner (règle d'or du régime sioniste oeuvrant actuellement avec son parrain américain pour monter les Sunnites avec à leur tête l'Arabie Saoudite contre les Shi'ites tournés vers l'Iran .ndlt). Un régime sunnite en Syrie pourrait changer la balance au Liban en faveur des Sunnites.
« Un nouveau régime en Syrie cela pourrait vouloir dire un retour aux années 1950 et 1960 quand il y avait un gouvernement syrien central faible et des régions fortes. Chaque région a ses propres caractéristiques ethniques et communales et il pourrait y avoir un coup d'état de temps en temps et un manque de stabilité. Le pire scénario c'est que la Syrie devienne un nouvel Irak car il y a actuellement non seulement des comptes historiques à rendre mais également des comptes liés aux évènements actuels. Il y a eu 2000 Syriens tués et les familles exigeront une vengeance non pas contre Bashar mais contre leurs voisins Alawites et Chrétiens.
« Je ne pense pas que ce soit dans l'intérêt d'Israël d'avoir Bashar au pouvoir. Certainement comme en Egypte c'est possible que les Frères Musulmans prennent le pouvoir en Syrie mais je ne suis pas sûr que cela soit le cas. Si Bashar tombe la situation a des chances d'être comme au cours des décennies antérieures avec un régime central très faible. Cela pourrait conduire à des incidents frontaliers avec Israël mais pas à une guerre avec des actes terroristes qu'un régime faible ne peut pas empêcher. L'opposition syrienne pourrait éventuellement prendre le pouvoir et comme c'est le cas en Egypte ils savent que leurs intérêts c'est d'entretenir des relations amicales avec les pays occidentaux comme les US et pas avec l'Iran .Donc à long terme un nouveau régime syrien pourrait être mieux pour Israël que le régime actuel. »
Information complémentaire
Un article intitulé :
« DERNIÈRE HEURE : L'OTAN et la Turquie appuient les rebelles armés en Syrie. Recrutement de moudjahidines. » publié le 16/08/2011par le site canadien version française Mondialisation.ca fait état de préparatifs militaires de l'OTAN/Turquie contre la Syrie avec une implication israélienne à terme.
«… Des développements récents en Syrie indiquent qu'il s'agit d'une insurrection armée à part entière, intégrée par des moudjahidines (« combattants de la liberté islamistes »), appuyés, entraînés et équipés par l'OTAN et le haut commandement de la Turquie….
Lire cet article SUR CE LIEN http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=26036
Bien qu'affirmant être contre toute intervention étrangère en Syrie, la Turquie n'en a pas moins déployé des officiers réservistes dans des bases le long de la frontière avec la Syrie pour selon la presse turque parer à toute crise humanitaire liée à un afflux massif de réfugiés venant de Syrie en assurant leur protection.
Les militaires turcs en armant et en entraînant ces moudjahidines et en favorisant leur passage en territoire syrien ne sont-ils pas plutôt entrain de soutenir la rébellion armée contre le régime de Bashar al Assad première étape d'une intervention militaire englobant d'autres intervenants dont Israël ?
http://www.planetenonviolence.org/Qui-Au-Moyen-Orient-Profiterait-De-La-Chute-D-Assad-Israel_a2474.html

---

Guy Delorme : Israël : Si tu ne veux pas la paix, prépare ouvertement la guerre !

Il ne manquait plus que lui, dans la préparation d'un climat de pré-guerre autour de la Syrie : après les Etats-Unis, la France, l'Europe et la Turquie, l'Etat d'Israël s'efforce à son tour d'accréditer l'idée de l'imminence d'un conflit, meilleure façon de rendre celui-ci possible. En effet, l'état-major de Tsahal a fait procéder ces jours-ci à la pose de mines anti-personnel le long des barbelés et de la clôture électrifiée séparant le plateau annexé du Golan du territoire syrien, tandis que, nous assure le quotidien américano-sioniste *Le Figaro*, des unités subiraient un « entraînement spécial » pour faire face à d'éventuelles attaques syriennes. Et les militaires – et politiques – hébreux d'expliquer bien fort que ces mesures sont rendues nécessaires par la situation politique de Bachar al-Assad, qui, selon eux, pourrait être tenté de trouver une échappatoire à ses problèmes intérieurs en attaquant Israël.
Tiens donc ! Le régime de Bachar al-Assad, mis au ban par une moitié du monde, et confronté à une crise intérieure, délicate bien qu'en cours de résorbtion, n'aurait pas de meilleure idée que de se lancer dans une aventure vouée à l'échec contre la plus puissante armée du Proche-Orient et l'allié privilégié des Etats-Unis, lesquels sont à l'affût du moindre prétexte pour intervenir – ou faire intervenir – militairement contre Damas, par Européens, Saoudiens ou Turcs interposés ? A ce stade ce n'est plus du machiavélisme, c'est « suicide mode d'emploi » !
Puisque l'opposition n'est pas assez performante…
Mais la vraisemblance du schéma importe peu en l'espèce : l'important n'est-il pas, de Washington à Tel Aviv en passant par Bruxelles et Ankara, de fragiliser au maximum la position internationale de Bachar al-Assad pour l'affaiblir intérieurement ? Faire croire qu'il est « *aux abois* » – comme l'écrit *Le Figaro* qui prend vraiment ses rêves atlantistes pour des réalités syriennes – et donc prêt à faire n'importe quoi, y compris plonger la région dans la guerre, c'est le seul moyen qui reste – la « révolution »' intérieure marquant décidément le pas – à la coalition de fait euro-israélo-américaine de l'asphyxier internationalement, et de le faire lâcher par les Russes, les Chinois ou les Indiens, ces empêcheurs de « s'ingérer en rond ».
Une fois de plus on constate que ce sont les pyromanes qui crient « au feu ! » Car qui, en soutenant les franges radicales et armées de l'opposition, en jouant sur les clivages religieux – comme en Irak -, en tentant

d'asphyxier par diverses mesures d'embargo l'économie, en poussant la Turquie ou certaine faction libanaise à mettre leur grain de sel, qui donc, sinon les Américains, les « Européens », quelques Arabes et aujourd'hui les Israéliens, sème le vent de la guerre en Syrie et, *ipso facto*, chez ses voisins immédiats ?
Reste qu'il y a dans tout cela, jusqu'à plus ample informé, plus de poker menteur que de résolution farouche.
Guy Delorme
Jeudi 18 Août 2011
http://www.infosyrie.fr

Paroles & action du président Bachar al-Assad

El Assad met en garde contre toute action militaire contre la Syrie.

Le président syrien Bachar al-Assad a mis en garde dimanche contre toute action militaire contre la Syrie, estimant sans valeurs les appels occidentaux exigeant son départ, et soulignant que sa bataille avec eux est celle de la souveraineté.
« Toute action militaire contre la Syrie aura des retombées plus grandes qu'ils ne le prévoient pour plusieurs raisons », a-t-il averti, lors d'une interview télévisée diffusée sur la télévision d'état.
Rapportant des évènements pour la première fois, il a révélé avoir reçu des menaces américaines quelques semaines après l'invasion de l'Irak que la Syrie sera occupée, et énumérant un certain nombre d'exigences.
« Notre réponse a été de refuser toutes ses demandes» a-t-il précisé, expliquant que « les réformes pour les états occidentaux colonisateurs sont celles qu'ils dictent seulement, en renonçant à la résistance, et abandonnant nos droits ».
S'adressant toujours aux pays ennemis, il a ajouté : « parfois il faut leur dire que si vous voulez aller plus loin dans vos politiques, nous sommes prêts à aller plus loin ».
Les appels des occidentaux sans valeur
Concernant les appels de dirigeants occidentaux réclamant son départ, le président syrien a dit qu'ils étaient "sans valeur"
"En nous abstenant de réagir, nous leur disons que leurs propos sont sans valeur", a dit M. Assad.
Selon lui, de "tels propos ne doivent pas être tenus à l'égard d'un président qui a été choisi par le peuple syrien et qui n'a pas été installé par l'Occident, un président qui n'est pas fabriqué aux Etats-Unis. Ces paroles se disent à un peuple soumis qui accepte de recevoir des ordres de l'étranger".
ElAssad considère que les relations actuelles de la Syrie avec ces pays occidentaux sont marquées par un conflit de souveraineté.
Jeudi, et dans ce qui a semblé être une vraie confiscation de la volonté du peuple syrien, le président américain Barack Obama suivi de ses alliés occidentaux, a pour la première fois appelé explicitement Bachar al-Assad à partir et a renforcé les sanctions.
Avec la Turquie: Oui aux sentiments de souci, non au rôle de maitre
Interrogé sur les dernières positions turques, le numéro un syrien a répondu : « concernant les déclarations des responsables turques, et vu que nous ne savons les intentions qui les alimentent, serait-ce vraiment par souci, comme nous entendons dire de temps à autre, s'il en est ainsi nous sommes reconnaissants pour tous ceux qui se soucient pour la Syrie… serait-ce aussi par préoccupation de ce qui se passe en Syrie, et de ce qui pourrait en advenir comme conséquences en Turquie, ce qui est aussi normal ».
Mais il a toutefois tenu à signaler que lorsqu'il « s'agit de prendre le rôle de guide, ou de maitre, et de jouer un rôle au détriment de la cause syrienne, ceci est inadmissible, de la part de n'importe quel responsable du monde, y compris de la Turquie ».
M. Assad a par ailleurs annoncé que les élections locales devraient avoir lieu en décembre et que les législatives se tiendront de "quatre à huit mois après la publication, peut-être jeudi, des décrets d'application sur la loi électorale, en tout cas au plus tard en février, afin de permettre aux partis de se constituer et d'avoir le temps de faire campagne".
Les sanctions ont toujours existé
Concernant les sanctions économiques décidées par les pays occidentaux, il a souligné que "le siège de la Syrie existe déjà".
"Malgré les bonnes relations économiques que nous avons avec l'Europe, nous avons d'autres alternatives. On s'est orienté vers l'Est et nous continuerons à le faire", a-t-il dit.
Selon des diplomates, les mesures européennes visant le secteur pétrolier, notamment un embargo sur l'importation de pétrole brut syrien, pourraient être annoncées dès mardi. L'Europe achète 95% du pétrole exporté par la Syrie, ce qui représente un tiers des recettes du pays.
Le président Assad a reconnu que la crise avait eu un impact sur la situation économique mais que "celle-ci commence à se rétablir depuis deux mois. Il faut garder le moral".
Selon lui, la Syrie n'aura jamais faim, vu qu'elle est auto-siffisante et grace à sa position gégraphique qui influe sur les autres pays de la région.
Le complot visait à faire tomber la Syrie en quelques semaines
Interrogé sur la situation sécuritaire, le chef de l'Etat a précisé: "Nous avons commencé à enregistrer des succès et nous pouvons dire que la situation est à présent plus rassurante. Le complot (déjoué) visait à faire tomber la Syrie en l'espace de quelques semaines".
"Il n'y a pas de solution purement sécuritaire et toute solution sera forcément politique mais une solution politique ne pourra pas être mise en oeuvre si la sécurité n'est pas préservée", a-t-il souligné.
Non à la justice onusienne!
Alors que le Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'Homme, Navi Pillay, a indiqué vendredi qu'il y avait désormais des

"preuves" de "crimes contre l'humanité" et a appelé le Conseil de sécurité de l'ONU à saisir la justice internationale, M. Assad a indiqué qu'il existait en Syrie "une commission d'enquête indépendante".
"Un nombre limité de personnes ont déjà été jugées sur la base de preuves irréfutables. Le principe est que quiconque, qu'il soit militaire ou civil, ayant commis un crime contre un citoyen sera jugé sur la base de preuves. Nous n'innocenterons pas un coupable et nous ne condamnerons pas un innocent", a-t-il dit.
22/08/2011
http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php?eid=27976&cid=18&fromval=1&frid=18&seccatid=37&s1=1

Al-Assad : La Syrie est un obstacle pour l'Occident dans la région !

Le président syrien Bachar el-Assad a rejeté en bloc toute pression occidentale cherchant à contraindre la Syrie à se vendre, car le peuple syrien a choisi d'être maître lui-même et de jouir d'une souveraineté autonome, a rapporté l'agence SANA.
S'exprimant au cours d'un iftar organisé Mercredi soir en l'honneur des dignitaires religieux syriens, al-Assad a considéré que les pressions étrangères ne sont pas nées du souci de l'Occident sur le peuple syrien ou sur le processus des réformes déjà entamé !
Et de souligner « que la Syrie est pour l'Occident un obstacle dans la région et il veut de la Syrie qu'elle présente des concessions, mais cela n'arrivera jamais, car le peuple syrien a choisi d'être en possession de sa volonté ».
Le président al-Assad a indiqué que « la force de la Syrie réside dans le fait que son peuple croit en la patrie qui représente sa maison, en la souveraineté qui représente son honneur et en l'unité nationale qui représente sa forteresse à laquelle nous irons nous abriter, enfin en la sécurité qui représente la garantie de l'avenir de nos enfants ».
Le président al-Assad a appelé à revoir les événements que la Syrie a connu afin d'en tirer les leçons pour le bien du pays et du peuple syrien.
"Surmonter ces événements nécessite la coopération de tout le monde, le bon sens et la sagesse au lieu des émotions", a affirmé le président syrien, soulignant que le rôle des ulémas est essentiel pour préserver le pays, sensibiliser les citoyens et éviter la zizanie.
Le président al-Assad a considéré « que ce qui s'est passé, malgré la grande douleur qui a résulté de cette situation, a mis en évidence la substance solide et authentique du citoyen syrien dont la patrie s'enorgueillit comme d'ailleurs la rue syrienne, affirmant que la relation entre la foi et le patriotisme est tout à fait naturelle et que ce qui unit ces deux concepts est la morale ».
"Une grande partie de la crise a une raison morale que ce soit du côté du responsable ou du citoyen et la solution réside dans la consécration de la morale", a-t-il estimé, ajoutant que l'essence de la religion est l'humanité et l'essence de cette dernière est la morale.
Il a insisté sur le fait de ne point exploiter le nom d'Allah, qui est le mot le plus sacré à l'humanité.
"Les agissements individuels de la part de certains responsables ou de simples citoyens, surtout les actes qui violent les choses sacrées ne sont que des comportements individuels qu'on ne peut généraliser ", a-t-il poursuivi.
Le président a appelé tous les ulémas et les responsables à assumer leurs responsabilités dans le renforcement de la cohésion entre les Syriens et à participer ensemble au processus de réforme, précisant que la divergence des opinions est une question "saine" tant que le but est la construction du pays et tant que la réforme n'aboutit pas à la division et à la dissension.
"L'Etat progresse dans le processus de réforme de manière ferme", a affirmé le président, ajoutant que cette réforme jette les jalons de l'avenir du pays et des générations futures. "C'est pourquoi, elle doit être minutieusement étudiée et fondée sur les revendications naturels de la société et non pas sur tout ce qui est conjoncturel", a fait noter le président al-Assad.
Il a mis en garde contre les tentatives étrangères de semer la discorde dans le pays, notamment en discréditant le rôle patriotique de l'armée qui protège les citoyens et les biens publics et privés.
25/08/2011
Al Manar

Résistance

Raghda Bittar : Journal libanais: La Syrie est la cible d'un complot extérieur visant sa sécurité et sa stabilité.

Dans un article publié par le journal libanais al-Bina', l'écrivain Mme Salwa Al-Khalil Al-Amine a affirmé que la Syrie est la cible d'un complot dangereux visant sa sécurité, sa stabilité et la sécurité et la stabilité de la région tout entière au service du projet américano- sioniste.
L'écrivain a indiqué que le fait de couper les routes, de tuer les innocents des civils et de l'armée par la main des groupes terroristes armés en Syrie confirme la réalité de la main extérieure qui joue avec la sécurité et la stabilité de la Syrie.
Elle a ajouté que tous les fronts sont actuellement ouverts contre la Syrie par l'intimidation, la destruction des établissements, la coupure des routes et l'agression contre les fils de notre peuple et de l'armée.
L'écrivain a critiqué les comportements de certains intellectuels et écrivains arabes qui se sont entraînés derrière les plans américains et occidentaux contre la Syrie, tout en se demandant: Où sont les crayons libres cultivés qui soutiennent la Syrie et se tiennent aux côtés de la résistance et du peuple arabe combattant sous ses différentes catégories ?.
L'écrivain a conclu son article en disant que la Syrie mène aujourd'hui la bataille de tous les Arabes et tout le monde doit renoncer aux rancunes et traduire les idées en une action résistante honnête pour la victoire de la cause arabe dont l'étendard est détenu par la Syrie contre l'ennemi israélien.
Raghda Bittar
15/08/2011
http://www.sana.sy/fra/51/2011/08/15/363991.htm

La Syrie a cessé depuis mardi toute transaction en dollars au profit de l'euro.

La Syrie a cessé depuis mardi toutes ses transactions en dollars en raison des sanctions imposées par les Etats-Unis et s'est tournée complètement vers l'euro, a indiqué jeudi à l'AFP le gouverneur de la Banque centrale Adib Mayaleh. "Depuis deux jours nous ne pouvons plus faire de transactions en dollars et nous nous sommes donc tournés vers l'euro. Depuis 2005, nous avions encouragé tous les secteurs économiques à faire des transactions en euros mais malheureusement ils continuaient dans leur très grande majorité à la faire en dollars", a-t-il dit. "Maintenant c'est complètement arrêté. C'est la première fois dans l'histoire du pays", a-t-il ajouté.
Barack Obama qui a exigé la démission du président syrien Bachar al-Assad a également annoncé tout récemment avoir pris de nouvelles sanctions très dures contre le régime de Damas.
Le président américain a signé un décret interdisant l'importation de pétrole et de produits pétroliers de Syrie aux Etats-Unis et gelant tous les avoirs que l'Etat syrien pourrait avoir sous juridiction américaine.
M. Mayaleh a indiqué que les réserves du pays se montaient actuellement à 17,4 milliards de dollars, soit 800 millions de dollars de moins par rapport à la mi-mars, au début du mouvement de contestation contre le régime de Bachar al-Assad.
"Le taux de change de la livre syrienne est resté plus ou mois stable. C'est notre principal objectif depuis le début de la crise, a-t-il ajouté. Interrogé sur un transfert de 6 milliards de dollars de l'Iran pour soutenir la livre syrienne, il a répondu: "C'est de la rigolade. C'est n'importe quoi. Les milliards sont venus comment? En camions? Par un transfert bancaire alors que les deux pays sont sous embargo? Le centrale des règlement interbancaires en a fait état? C'est ridicule". "Nous avons crée il y a deux ans un fonds pour la fluctuation de la monnaie et la position des changes avec les banques. Il tournait autour de 5 milliards de dollars et depuis la crise nous avons déboursé deux milliards pour protéger notre monnaie", a-t-il ajouté
27-08
http://www.lorientlejour.com/category/Derni%C3%A8res+Infos/article/719345/La_Syrie_a_cesse_depuis_mardi_toute_transaction_en_dollars_au_profit_de_leuro.html

---

1 Lutte pour la libération du territoire

La Syrie dément le bombardement maritime de Lattaquié.

Que l'on se souvienne des soi-disant bombardements de Tripoli par Kadhafi, démenti par la mission européenne.
Sur le terrain, une source militaire a démenti les informations propagées sur un bombardement maritime d'al-Raml al-Janoubi , à Lattaquié, a rapporté SANA.
La source a ajouté que les barques militaires exercent leur mission routinière de protéger les côtes et d'empêcher le trafic d'armes vers le pays à travers la mer comme c'était le cas dans d'autres régions.
De même, les habitants d'al-Ramel al-Janoubi ont démenti ces informations véhiculées par certains médias tendancieux sur un bombardement maritime et un déploiement des chars dans leur quartier, affirmant que ce sont des groupes terroristes armés qui assassinent les civils et jettent de la dynamite en direction des civils et des militaires afin de semer la terreur parmi eux.
Les citoyens du quartier ont souligné que les forces de l'ordre traquent ces groupes pour les arrêter. Nombre de ces citoyens ont raconté comment les hommes armés les terrorisaient, appelant l'armée à intervenir pour réinstaurer la sécurité dans leur ville.
Dimanche, les forces de l'ordre ont traqué des hommes armés dans le quartier Arraml al-Janoubi à Lattaquié, a indiqué le correspondant de Sana, ajoutant que les hommes armés utilisaient des mitrailleuses, des grenades et des charges explosives, terrorisaient les habitants de la ville et attaquaient des biens publics et privés.
Le directeur de la Santé de Lattaquié a indiqué de son côté que deux éléments des forces de l'ordre sont tombés en martyr et 41 autres ont été blessés, en plus de quatre morts non identifiés parmi les hommes armés.
TEMOIGNAGES DE BLESSES..

Le blessé Aymen Qassir, agent de l'ordre a indiqué qu'il a reçu une balle au pied gauche, alors que son camarade, Kinan Souleymane Ghalia a dit qu'il a été blessé à l'épaule gauche par une balle ayant transpercé son gilet pare-balles.
Pour sa part, le blessé, Mohamed Selmane, a précisé qu'il a reçu deux balles, une à la main gauche et l'autre au menton, au moment où il était en train de ramener à ses camarades de la nourriture dans le quartier de Sayadate et Raml al-Janoubi, alors que son collègue, Issa Aref Mahfoudh, a reçu une balle à la cuisse gauche.
L'un des habitants de ce quartier, Mohamed Dassouqi, a assuré que l'intervention de l'armée était urgent pour le rétablissement de l'ordre et de l'accalmie.
Oum Ahmed, habitant le quartier a révélé qu'elle avait décidé de quitter le quartier avec ses enfants pour éviter les actes terroristes des éléments armés qui ont sévi plusieurs jours dans le quartier avant l'entrée de l'armée et des forces de l'ordre.
Rappelons que le Conseil de sécurité de l'ONU doit tenir jeudi une réunion spéciale qui sera consacrée aux droits de l'Homme et à l'urgence humanitaire en Syrie.
http://www.mleray.info/article-la-syrie-dement-le-bombardement-maritime-de-lattaquie-81638089.html

---

2 Politique Syrienne

Sur le terrain

Raghda Bittar : Vyacheslav Matuzov : « Une interview claire et franche. »

Des analystes et responsables arabes et étrangers qualifient de claire et franche l'interview du président al-Assad à la télévision syrienne
Le président de l'Association russe pour l'amitié et la coopération avec les pays arabes, Vyacheslav Matuzov, a qualifié de globale, positive et constructive l'interview du président Bachar al-Assad à la télévision syrienne qui répond à la politique occidentale qui s'ingère dans les affaires intérieures de la Syrie.
Dans une interview avec la télévision syrienne, M. Matuzov a indiqué que les réformes annoncées par la direction syrienne est le résultat des impératifs du 21ème siècle et non pas des pressions extérieures, ajoutant que la Syrie est la cible d'une campagne médiatique tendancieuse d'objectif politique.
M. Elie Ferzli, ancien vice-président du Conseil des députés libanais, a indiqué que le président al-Assad a précisé que la campagne déclenchée contre la Syrie vise à porter atteinte à la souveraineté, à l'indépendance, à l'arabité et à la culture de la Syrie.
M. Ferzli a précisé que la position occidentale à l'égard du président al-Assad n'est pas nouvelle surtout que le président al-Assad représente la Syrie qui joue un rôle pionnier dans la région.
Le directeur du Centre des Etudes américaines et arabes à Washington, M. Mounzer Suleimane, a précisé que le traitement des Etats-Unis avec la région dépend en premier lieu des intérêts israéliens sans prendre en considération la souveraineté et l'indépendance des pays.
M. Rifaat Sayyed Ahmad, directeur du Centre de Jaffa des Etudes stratégiques au Caire a précisé que le président al-Assad était satisfait, quiet, franc et confiant dans son interview, ce qui confirme que la Syrie est sur le chemin de mettre fin à la crise. M. Amer al-Tal, rédacteur en chef du journal jordanien al-Wahda, a indiqué que la conspiration à laquelle fait face la Syrie ne vise pas cette dernière seulement mais la région tout entière.
Raghda Bittar
21 Août
http://www.sana.sy/fra/56/2011/08/21/365300.htm

Les grandes manœuvres

Assad à Davutoglu: «La Syrie ne sera pas indulgente dans la poursuite des groupes terroristes armés».

Le président Bachar Al Assad a reçu hier Ahmet Davutoglu, ministre turc des Affaires étrangères, avec qui il a examiné les événements en Syrie.
Le président Al Assad a fait savoir que la Syrie ne sera pas indulgente dans la poursuite des groupes terroristes armés afin de protéger la stabilité de la patrie et la sécurité des citoyens, et qu'elle est résolue à poursuivre les démarches des réformes globales qu'elle avait entamées, affirmant que la Syrie est ouverte à toute aide apportée dans ce sens aux pays frères et amis.
Le président Al Assad a informé Davutoglu de la situation dans nombre de villes syriennes du fait des actes des groupes terroristes armés qui avaient tué les civils et les éléments des forces de l'ordre et terrorisé les habitants.
Le ministre turc a fait savoir qu'il n'est porteur d'aucun message de quiconque et que la Turquie est soucieuse de la sécurité et de la stabilité de la Syrie.
Il a indiqué que les étapes parcourues dans les relations stratégiques entre la Turquie et la Syrie laissaient les directions des deux pays ressentir que ce qui se passe dans l'un d'eux comme une affaire intérieure, ajoutant : «Comme la Turquie estime que ce qui se passe en Syrie est une affaire intérieure turque, la Syrie a les mêmes considérations dans n'importe quel événement survenu en Turquie».
M. Davutoglu a exprimé la conviction que la Syrie sous la direction du président al-Assad sera un exemple à suivre dans le

monde arabe après le parachèvement des réformes adoptées par la direction syrienne, soulignant que la stabilité de la Syrie est fondamentale pour la stabilité dans la région.
M. Ahmet Davutoglu a qualifié de très francs et fraternels ses entretiens avec le président Bachar al-Assad. Dans une conférence de presse tenue mardi soir à son retour à Ankara au terme d'une visite en Syrie, M. Davutoglu a indiqué que les points de vue des deux pays étaient concordants à l'égard des questions discutées
«Nous sommes convaincus que des pas de réformes seront sur le terrain dans les prochains jours», a-t-il précisé. Le chef de la diplomatie turque a dit avoir examiné avec le président Al Assad les répercussions des événements pour les deux peuples turc et syrien et lui avoir transmis des messages «purement turcs», et en même temps avoir pris connaissance des points de vue syriens à l'égard de ce qui se déroule.
11/08/2011
http://www.letempsdz.com//content/view/61071/186/

---

3 Politique US

Clinton

Les États-Unis adoptent une approche de « puissance intelligente » sur la Libye et la Syrie.

La secrétaire d'État américaine Hillary Clinton a déclaré mardi que les États-Unis adoptaient une approche de « puissance intelligente » sur la Libye et la Syrie.
Rappelant comment une coalition a été assemblée en un laps de temps relativement court, mobilisant les pays arabes, pour mener des frappes aériennes en Libye, la responsable diplomatique américaine a déclaré « c'est exactement le genre de monde que je souhaite, un monde dans lequel les États-Unis ne sont pas seuls à agir pendant que tous les autres restent en recul, que nous seuls supportons tous les coûts, et tous les sacrifices, que nos hommes et nos femmes donnent leur vie pour des valeurs universelles; un monde dans lequel nous pouvons enfin commencer à dire que nous sommes les plus grands dirigeants au monde et que nous dirigeons effectivement".
« L'un des aspects pour être dirigeant est de mobiliser d'autres personnes. Et je pense que c'est ce que nous faisons », a- t-elle déclarée dans une adresse commune avec le secrétaire de la Défense Leon Panetta à l'Université nationale de la défense à Washington.
17/08/2011
http://french.news.cn/monde/2011-08/17/c_131054395.htm

Des Canons ... pas du beurre

Les USA appellent Moscou à stopper les fournitures d'armes à la Syrie.

La secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton a exhorté la Russie à cesser d'approvisionner la Syrie en armes.
"Nous voudrions que la Russie cesse de vendre des armes au régime de Bachar al-Assad", a déclaré Hillary Clinton dans une interview sur la chaîne CBS.
Les exportations d'armes russes en Iran et en Libye sont déjà suspendues. Désormais, les autorités américaines soulèvent la question de la coopération entre Moscou et Damas.
Les exportations d'armements russes en Syrie est un thème très sensible même dans une affaire aussi délicate telle que la coopération militaro-technique. Israël et les Etats-Unis portent atteinte aux intérêts des producteurs d'armements russes et à la politique moyen-orientale complexe du gouvernement russe.

Des exportations d'armes aléatoires

Au cours des dernières années, les liens militaro-techniques entre la Russie et la Syrie ont souvent fait l'objet de critiques de la part de Tel-Aviv et de Washington. Souvent le gouvernement russe a dû annuler les contrats préparés après avoir évalué les perspectives de l'exacerbation des relations.
Même cas de figure pour la commande du système tactique de missiles Iskander-E(code OTAN SS-26), annulée en 2005. De temps à autre surviennent, sans confirmation par la suite, des déclarations sensationnelles sur les fournitures à la Syrie d'avions modernes(des chasseurs Su-30, code OTAN Flanker-C ou des intercepteurs de défense antiaériensMiG-31E, code OTAN Foxhound) et des systèmes sol-air S-300 PMU-2 Favorit(code OTAN SA-20B).
A l'heure actuelle, l'existence de trois contrats russo-syriens en vigueur sur la fourniture d'armes, dont le montant pourrait être supérieur à 2,5 milliards de dollars, selon les estimations du Centre d'analyses des stratégies et des technologies, a été officiellement confirmée. Un accord sur la fourniture à Damas de 24 nouveaux chasseurs MiG-29M/M2 a été signé. Les systèmes de défense antiaérienne Buk-M2E (code OTAN SA-17 Grizzly) devraient être envoyés en Syrie. Un programme de modernisation d'environ 1.000 chars syriens T-72M pour passer à la version T-72M1M a également été adopté.
Toutefois, ce n'est pas tout. Il est également question de la fourniture d'un système de missiles sol-mer Bastion qui perdure depuis 2007. Il s'agit d'un système moderne doté de missiles supersoniques Iakhont. Leur version en service en Russie, Onyx (code OTAN SS-N-26), deviendra prochainement la base de l'armement antinavire aussi bien des bâtiments de surface que des sous-marins nucléaires de la marine russe.
Le gouvernement russe, qui s'est retrouvé dans une situation complexe, tantôt réfute l'existence du contrat de

fourniture des Bastions, tantôt insinue qu'il sera tout de même exécuté. Cela est compréhensible : l'argent des "armuriers" aime le silence, et il y a déjà beaucoup trop de politique dans cette question.
L'argent et la politique
La Russie a déjà adhéré aux sanctions sur les fournitures d'armes frappant l'Iran et la Libye, en gelant les contrats en vigueur pour la fourniture de matériel militaire. Dans le cas de la Libye, la situation ne semble pas être une grande perte dans le contexte des manœuvres de Kadhafi qui promettait beaucoup de choses à Moscou, mais qui tentait parallèlement d'obtenir un maximum d'avantages des entreprises d'armement européennes. Par contre, la rupture des accords iraniens a causé un préjudice significatif aux revenus de l'industrie de défense, notamment aux concepteurs des systèmes de défense antiaérienne. Le contrat portant sur la fourniture de5 divisions de S-300PMU (code OTAN SA-10 Grumble) aurait pu dépasser 800 millions de dollars, et le dédit atteignait 400 millions de dollars.
À l'époque soviétique la coopération militaro-technique avec la Syrie compliquait déjà les relations entre l'URSS et les Etats-Unis. Après l'effondrement de l'Union soviétique, le régime de Hafez al-Assad (puis de son fils) était prêt à acheter à Moscou des armements dont le volume dépassant les capacités d'exportation de la Russie
L'exacerbation de la situation en Syrie en août 2011 a compliqué des contradictions déjà complexes. La Russie pourrait se retrouver dans une position proche du zugzwang aux échecs, lorsque la position du joueur empire quel que soit le coup joué par ce dernier.
Si le Kremlin suivait la recommandation de la Maison blanche, la Russie pourrait perdre de l'argent et une part de marché dans les exportations mondiales d'armements high-tech. Et en renonçant démonstrativement à coopérer, la Russie pourrait compliquer l'ordre du jour déjà tendu des relations bilatérales avec les Etats-Unis et l'OTAN sur les questions de la défense antimissile (ABM) et des armements nucléaires. En jouant ainsi contre la politique du "reboot" et en renforçant l'aile des faucons de l'opposition politique américaine à la veille de la présidentielle de 2012.
http://fr.rian.ru/analysis/20110815/190489015.html

Les grandes manœuvres

Louis Denghien : l'ambassadeur américain obligé d'écourter son ingérence

Les relations syro-américaines étant ce qu'elles sont, on ne risque pas de les dégrader davantage. C'est ce qu'ont dû se dire les manifestants qui, à Damas, mardi 23 août, ont réservé un accueil chaud – ou frais, c'est selon – à l'ambassadeur Robert Ford, bien connu désormais pour sa participation - pas très diplomatique -aux manifestations des opposants radicaux de Hama, le 8 juillet dernier. Depuis d'ailleurs, il continue de porter les encouragements d'Obama-Clinton aux opposants aux quatre coins du pays. Et c'est toujours dans le cadre de cette « diplomatie d'ingérence », que Mr Ford était venu apporter son soutien à une réunion d'avocats proches de l'opposition à l'hôtel Cham. Las, au sortie de la dite réunion, Robert Ford s'est retrouvé nez à nez avec un groupe de supporteurs de Bachar al-Assad. Ceux-ci, qui brandissaient une affiche à l'effigie du président syrien, ont copieusement conspué l'ambassadeur-déstabilisateur, recyclant avec beaucoup d'à-propos le vieux slogan « *US go home !* » et proclamant vigoureusement leur amour conjoint de Bachar et de la Syrie.
Ford a vite été contraint au repli dans son 4×4 vitres-blindées-et-fumées sous la protection de ses *bodyguards*, serré de près par les manifestants qui ont pu symboliquement plaquer l'affiche de Bachar sur le pare-brise du véhicule diplomatique.
D'un ambassadeur US à l'autre
La télévision syrienne, c'est de bonne guerre psychologique, s'est emparée de l'incident. Nous mettons en ligne ci-dessous le reportage, hélas réservée prioritairement aux arabophones : on y voit un des manifestants raconter les péripéties de l'incident, puis on voit Ford circonspect à la sortie de l'hôtel Cham, avant de regagner précipitamment sa voiture, escorté vigoureusement par les « bacharistes ».
On sait que les Américains n'apprécient guère qu'on touche, même symboliquement, à leurs diplomates et aux signes extérieurs de leur puissance. L'administration Obama n'avait pas beaucoup aimé les jets de pierre contre son ambassade de Damas en juillet dernier, nul doute qu'elle condamnera vigoureusement la « reconduite » de Ford à sa voiture à défaut d'y pouvoir trouver un prétexte convaincant pour une intervention armée. La fin du reportage de la télévision syrienne devrait d'ailleurs, à cet égard, apaiser un peu cette blessure d'amour-propre diplomatique, puisqu'on a droit à une interview de l'ancien ambassadeur américain en Irak Edward Peck, présent à Damas dans le cadre de la visite d'information – ou de réinformation – organisée dans la capitale syrienne et à Hama par les autorités et des des décideurs économiques syriens du 20 au 22 août. Peck, dont nous allons mettre en ligne l'entretien qu'il nous a accordé en cette circonstance, est un opposant résolu à la politique arabe – et syrienne – de son gouvernement. On voit donc que même au pays d'Hillary Clinton et de Paul Wolfowitz, il y a encore des personnalités courageuses pour essayer de sauver l'honneur perdu de la diplomatie américaine.
VIDEO:http://www.youtube.com/watch?v=yD_zlCfTQCs&feature=player_embedded#!
Louis Denghien,
le 25 août 2011
http://www.infosyrie.fr/actualite/damas-lambassadeur-americain-oblige-decourter-son-ingerence/

---

4 Pays Arabes & voisins

Iran

Le MAE Iranien met en garde l'OTAN contre toute éventuelle attaque de la Syrie.

Le Chef de la diplomatie iranienne, Ali-Akbar Salehi a mis en garde contre toute éventuelle attaque de l'OTAN contre la Syrie. "La Syrie se trouve en première ligne du Front de la résistance. L'OTAN ne peut pas menacer ce pays", a-t-il indiqué, avant de prévenir: "Si l'OTAN attaque la Syrie, elle s'enfoncera dans un bourbier duquel elle ne pourra jamais sortir". Et le ministre iranien des Affaires étrangères de poursuivre: "Les menaces de l'Occident n'affecteront en rien la volonté du peuple syrien". Le ministre iranien des Affaires étrangères a qualifié d'inefficace la politique des pays occidentaux en Irak et en Afghanistan qui n'aboutit qu'à la violence. S'agissant de la victoire des révolutionnaires libyens face au régime dictatorial de Kadhafi, le chef de la diplomatie iranienne a déclaré que le peuple libyen est suffisamment averti et qu'il ne permettra pas aux Américains de dévoyer sa révolution.
IRIB
28/08/2011
http://french.irib.ir/info/politique/item/138998-le-ministre-iranien-des-affaires-etrangeres-a-mis-en-garde-contre-toute-eventuelle-attaque-de-lotan-en-syrie

---

Turquie

Bachar El Assad dans la ligne de mire de la Turquie…

Ankara semble las du comportement du président syrien. Les responsables turques ont donc décidé de forcer le leader de Damas à se plier aux désires et ordres des Occidentaux!
Ainsi, en plus de la décision d'Ankara de poster deux brigades de l'armée à la frontière avec la Syrie dans le but de créer une zone de sécurité à l'intérieur même du territoire syrien.
En plus de la visite du ministère turc des Affaires étrangères Ahmet Davutoglu à Damas, où la Turquie avec l'aval des Etats-Unis a donné jusqu'au 27 août à Bachar el-Assad pour changer de politique; s'ajoutent les déclarations d'une source de haut rang turque paru samedi au journal «Hurriyet», cité par le quotidien as-Safir!
Selon as-Safir, le contenu de ces affirmations sont très dangereuses, non seulement parce que la source en question justifie les raisons pour lesquelles la Turquie souhaite rompre avec la Syrie, mais aussi la source dessine un avenir sombre sur ce qui risque de se passer si le président syrien ne se plie pas aux directives des occidentaux, incluant une participation turque à une intervention militaire.
Toujours selon as-Safir, citant des sources turques, «la participation de la Turquie dans une intervention militaire internationale» dans le cadre du principe de «l'intervention humanitaire», a fait l'objet de sérieuses discussions et évaluations de la part des hauts responsables Turcs !
Voire, cette question était au cœur de la conversation téléphonique entre le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan et le président américain Obama.
Selon un haut responsable turc, cité par as-Safir, Erdogan a demandé à Obama de reporter la demande du président syrien de démissionner jusqu'à ce que la fin du délai des promesses de réforme. Cette source a déclaré que le délai est une sorte de pression sur Assad!
"Jusqu'à maintenant, nous avons essayé de convaincre les nations occidentales de donner à Assad plus de temps pour mener des réformes. Nous sommes aussi amicaux que nous le pouvons, nous avons tenu des réunions ministérielles communes et avons annulé le besoin d'un visa pour entrer en Turquie de Syrie", aurait écrit Abdullah Gul.
Il aurait ajouté: "Mais si le régime syrien n'écoute pas nos conseils, en tant qu'ami et voisin, et continue à tirer sur son peuple, nous ne pourrons plus être amis".
Autre pression turque, plusieurs officiers ont été rappelés de leurs vacances et les autorités envisagent même de créer une zone de sécurité à l'intérieur même du territoire syrien.
Des manœuvres qui en réalité visent à anticiper toute tentative d'embrasement de la part des activistes kurdes qui auraient l'intention de profiter du chaos ambiant dans la région pour tester le niveau de résistance des forces militaires d'Ankara.
Suite à ces pressions, et selon l'agence IRNA, le ministre iranien des Affaires étrangères Ali Akbar Salehi, a contacté son homologue turque Davutoglu pour discuter avec lui de l'avenir «des relations bilatérales et les derniers développements dans la région», soulignant que les deux parties ont échangé leur point de vue pour ce qui est des événements en Syrie ».
16/08/2011
http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php?eid=27256&cid=18&fromval=1&frid=18&seccatid=37&s1=1

---

5 Les institutions

ONU

Damas invite l'ONU à envoyer une délégation d'inspection en Syrie.

Damas a invité l'ONU à envoyer une délégation officielle de son Département humanitaire en Syrie secouée par des protestations massives contre le régime du président Bachar al-Assad, a annoncé mercredi le site d'information d'Al-Arabiya.

La proposition de Damas intervient quelques heures après une déclaration faite par le coordinateur spécial des Nations Unies pour le Liban Michael Williams sur le retrait du personnel auxiliaire de l'ONU se trouvant en Syrie. "26 employés étrangers de la mission et les membres de leur familles ont déjà quitté le sol syrien", selon M.Williams.
Ces derniers mois, l'ONU a reproché à la Syrie d'empêcher aux représentants des organisations internationales d'évaluer la situation dans les villes touchées par les désordres. Les observateurs internationaux se sont notamment vu interdire l'accès à la ville de Deraa.
17/08/2011
http://fr.rian.ru/world/20110817/190529537.html

Union Européenne

Les grandes manœuvres

L'UE adopte des sanctions contre le CGRI iranien pour le soutien du régime syrien.

L'UE a adopté des sanctions contre le Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI) iranien pour son soutien porté au régime syrien de Bachar al-Assad, a annoncé mercredi le Journal officiel de l'Union européenne.
"Les forces Qods sont des forces spéciales du Corps des gardiens de la révolution islamique d'Iran. Elles participent à la fourniture de matériel et de soutien au régime syrien pour aider celui-ci à réprimer la contestation en Syrie. Les forces Qods ont fourni aux services de sécurité syriens une assistance technique, du matériel et un soutien pour les aider à réprimer les mouvements de contestation civils", lit-on dans un bulletin de l'UE consacré aux mesures restrictives contre la Syrie.
Les sanctions prévoient le gel des actifs du CGRI en Europe et l'interdiction d'entrer sur le territoire européen.
Début juin, les Etats-Unis ont aussi introduit des sanctions contre le Corps des Gardiens de la révolution islamique les accusant d'avoir violé les droits de l'homme lors de la présidentielle iranienne de 2009.
Depuis le 15 mars dernier, la Syrie est secouée par un mouvement de contestation du régime en place. L'opposition réclame la démission du président Bachar al-Assad et le lancement des réformes politiques. Selon l'ONU, la répression de la révolte populaire en Syrie par les forces de sécurité aurait fait plus de 2.200 morts.
Selon Damas, depuis le début des événements, près de 500 militaires et représentants des forces de sécurité ont été tués par des "éléments terroristes armés".
RIA Novosti
24/08
http://fr.rian.ru/world/20110824/190676977.html

---

6 Europe

1 France

L'intervention française en Libye, un "investissement sur l'avenir", assure Juppé.

L'intervention de la France en Libye est un "investissement sur l'avenir", a estimé vendredi le ministre français des Affaires étrangères, Alain Juppé, dans un entretien au quotidien Aujourd'hui en France/Le Parisien.
"*Quand on m'interroge sur le coût de l'opération - le ministère de la Défense parle de 1 million d'euros par jour - je fais remarquer que c'est aussi un investissement sur l'avenir*", a-t-il déclaré.
Selon lui, "les ressources du pays ont été confisquées par Kadhafi qui a accumulé les stocks d'or". "Cet argent doit servir au développement de la Libye. Une Libye prospère sera un facteur d'équilibre pour la région", a affirmé Alain Juppé.
Interrogé sur les origines de l'intervention de la France dans le conflit, le ministre des Affaires étrangères a reconnu qu'"on nous a reproché du retard à l'allumage lorsque que se sont déclarées les manifestations du Printemps arabe".
"Il est vrai que, pendant longtemps, nous nous sommes un peu laissé intoxiquer par ceux qui disaient que les régimes autoritaires sont le meilleur rempart contre l'extrémisme", a-t-il avoué.
"C'est fini", a-t-il ajouté. "Notre ligne, qui a déjà prévalu en Côte d'Ivoire, c'est de privilégier les aspirations des peuples et la protection des populations civiles", a rappelé Alain Juppé.
A la question "pourquoi cette nouvelle doctrine ne s'applique-elle pas à la Syrie", le ministre a répondu : "Mais elle s'applique intégralement à la Syrie !"
"La France a dit la première que Bachar al-Assad devait quitter le pouvoir", a-t-il souligné. Pour lui, "elle est à la pointe de la mobilisation internationale pour faire pression sur le régime par des sanctions politiques et financières".
Alain Juppé a cependant concédé que "l'intervention militaire n'est évidemment pas envisageable aujourd'hui, car il faut tenir compte de la situation régionale et internationale du dossier syrien".
"La première différence, c'est qu'il n'y a pas de mandat international", a-t-il expliqué. "Nous n'allons pas, sous notre propre responsabilité, nous lancer dans une opération militaire !" s'est-il exclamé.
"La Russie, mais aussi la Chine, le Brésil ou l'Inde s'y opposent", a également confirmé le ministre français des Affaires étrangères.
Pierre Verdy
27/08/2011
afp.com/

7 Les réactions dans le monde

Russie

Moscou ne soutient pas les appels de l'UE et des USA à la démission d'Assad.

La Russie ne soutient pas les appels à la démission du président syrien Bachar al-Assad, lancés la veille par certains pays de l'Union européenne et les Etats-Unis, rapporte vendredi, dans un communiqué, le ministère russe des Affaires étrangères (MID).
"Nous estimons que la direction de la Syrie avec le président Bachar al-Assad à sa tête doit recevoir suffisamment de temps pour pouvoir réaliser son programme de réformes politiques, sociales et économiques", lit-on dans le document.
La diplomatie russe signale que bien que la situation en Syrie reste toujours alarmante, Damas a effectué ces derniers temps des "pas importants" dans le sens des réformes, en levant notamment l'état d'urgence, en vigueur depuis 1963 et autorisant le multipartisme, mettant ainsi fin au monopole du parti Baas arabe socialiste.
Jeudi la chef de la diplomatie européenne Catherine Ashton a déclaré au nom de l'Union européenne que Bachar al-Assad avait perdu toute légitimité aux yeux du peuple syrien et qu'il devait partir. Mme Ashton a aussi fait savoir que l'UE préparait un nouveau train de sanctions à l'encontre du régime syrien.
Cette position de l'UE a été soutenue par la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne et l'Espagne.
Auparavant, le président américain Barack Obama avait déclaré que le président syrien devait quitter immédiatement le pouvoir "pour le bien du peuple de la Syrie".
M.Obama avait, en outre, annoncé des sanctions US unilatérales à l'encontre de Damas.
19/08/2011
http://fr.rian.ru/world/20110819/190564732.html

Des forces étrangères assurent l'arme et l'argent aux soi-disant manifestants pacifiques en Syrie.

L'expert politique russe, Mikhaïl Delyagin, directeur de l'institut des problèmes de la mondialisation à Moscou, a affirmé que des forces étrangères assurent l'arme, l'argent et la couverture médiatique à ce que l'occident nomme "manifestants pacifiques" en Syrie, ajoutant que ceux-ci, comme on l'a constaté, utilisent l'arme avec professionnalisme.
Dans un entretien accordé au correspondant de Sana à Moscou, M. Delyagin a souligné qu'il faut empêcher toute intervention étrangère dans les affaires intérieures de la Syrie, lui accorder le soutien diplomatique, œuvrer pour arrêter la campagne médiatique farouche lancée contre elle et révéler la réalité des événements.
Il a qualifié de "juste et précise" la position de la direction russe à l'égard des événements en Syrie, précisant qu'elle repose sur l'expérience amère en Libye et l'exploitation de l'OTAN des résolutions du conseil de sécurité pour lancer son agression contre le peuple libyen.
Pour sa part, le directeur de l'établissement du développement de la culture, des sciences et de l'enseignement en Russie a fait noter que les événements en cours en Syrie et les tentatives des pays étrangers de s'y ingérer concrétise clairement les politiques colonialistes adoptées par les pays occidentaux pour mettre la main sur les pays de la région.
Il a souligné le soutien de l'opinion publique russe à la Syrie et son refus de toute ingérence dans ses affaires intérieures.
Il a souligné, enfin, la nécessité d'affronter la campagne médiatique acharnée par une autre plus forte en employant les plus modernes technologies, affirmant que la sincérité est l'arme la plus forte dans la guerre médiatique.
L.A.
http://www.sana.sy/fra/338/2011/08/21/365163.htm

21 Août 2011

Les parlementaires russes accusent l'Occident d'exercer contre la Syrie une politique agressive.

"L'Occident fournit des armes aux groupes terroristes en Syrie"

Le premier vice président de la commission des relations internationales au conseil russe de la Douma, Leonid Kalashnikov, a accusé l'Occident d'exercer contre la Syrie une politique agressive, notamment en offrant aux groupes terroristes, armes et munitions, sans compter un appui logistique dans certaines villes rurales syriennes, et ceci, pour empêcher la Syrie d'assumer son rôle clé dans la région.
Dans une déclaration à l'agence Sana, Kalashnikov a fustigé l'ingérence étrangère dans les affaires syriennes dénonçant la politique de deux poids, deux mesures, adoptée à l'égard de la Syrie. Il a assuré qu'aucun changement dans la position de la Russie vis-à-vis des événements en Syrie n'est envisageable.
Kalashnikov a condamné l'attitude des pays occidentaux qui accusent les autorités syriennes de violer les droits de l'homme, ignorant les faits qui prouvent que ce sont les groupes terroristes qui violent les droits de l'homme en tuant les civils et les militaires et en coupant les routes.
Il a affirmé, dans ce contexte qu'aucun pays dans le monde n'acceptera de rester les bras croisés devant des actes criminels qui menacent la sécurité de ses citoyens.

Pour sa part, le président de l'association russe pour l'amitié et la coopération avec les pays arabes, Vyacheslav Matuzov, a réitéré le refus de Moscou à toute forme d'ingérence étrangère dans les affaires intérieures de la Syrie.
Dans une interview à la TV syrienne, Matuzov a affirmé que la position russe est stable et inchangeable à l'égard de la Syrie, car elle reflète les intérêts patriotiques russes, selon ses termes.
Matuzov a aussi indiqué que la Russie s'oppose à toute ingérence étrangère dans les affaires intérieures de la Syrie.
Matuzov a expliqué que le ministère russe des AE, a publié un communiqué après l'adoption par le Conseil de sécurité du communiqué présidentiel contre la Syrie et dans lequel, il a indiqué que Moscou se tiendra aux côtés de la la Syrie, soulignant que le plus important point dans ce communiqué est l'appel aux pays étrangers de ne plus s'ingérer dans les affaires intérieures de la Syrie, et telle est la position réelle de la Russie amie de la Syrie.

http://canempechepasnicolas.over-blog.com/

Sologobovski: L'opposition extrémiste en Syrie cherche à réaliser sa démocratie présumée par des moyens pas du tout démocratiques.

Le vice président de la commission russe de la solidarité avec les deux peuples syrien et libyen, Nicolay Sologobovski, a déclaré que l'opposition extrémiste en Syrie voulait imposer ce qu'elle prétend être la démocratie, par des moyens qui n'ont rien à voir avec la démocratie. Il a souligné à cet effet que le dialogue est le seul moyen de sortir de la crise actuelle en Syrie.

Dans une interview accordée à la chaîne satellitaire, La Russie Aujourd'hui, Sologobovski a dit avoir récemment visité la Syrie à la tête d'une délégation russe et avoir rencontré des intellectuels et des représentants de l'opinion publique ainsi que des opposants syriens. "L'on a appelé tout le monde à faire partie du dialogue entre l'Etat et l'opposition", a-t-il ajouté.
Sologobovski a, également, évoqué sa visite à Hama où il a vu des bâtiments publics incendiés ou détruits par les groupes armés alors que les habitants lui ont raconté le cauchemar qu'ils avaient vécu en raison des pratiques des terroristes dans la ville.

Sologobovski
25 Août 2011
http://www.sana.sy/fra/55/2011/08/25/366194.htm

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières,les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.
" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19